



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 26 février 2016

- **La performance des opérations est en nette amélioration**
- **Le coût des mesures de redressement impacte lourdement les résultats**

Chiffres présentés avec application de la norme IFRS 5 relative aux « activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées ».

Chiffres clés

- Carnet de commandes : 29 Md€
- Chiffre d'affaires : 4 199 M€ (vs. 3 954 M€ en 2014, + 1,9 % à p.c.c)
- Excédent brut d'exploitation : 685 M€ (vs. 471 M€ en 2014)
- Résultat opérationnel : - 1 388 M€ (vs. - 2 115 M€ en 2014)
- Résultat net part du groupe : - 2 038 M€ (vs. - 4 833 M€ en 2014)
- Cash-flow opérationnel : 297 M€ (vs. - 579 M€ en 2014)
- Cash-flow net des activités de l'entreprise : - 590 M€ (vs. -1 282 M€ en 2014)
- Endettement net : - 6 323 M€ (vs. - 5 809 M€ en 2014)

Service de Presse
T : +33 (0)1 34 96 12 15
press@areva.com

Relations Investisseurs
Manuel Lachaux
manuel.lachaux@areva.com
T : +33 (0)1 34 96 11 53

Anne-Sophie Jugean
anne-sophie.jugean@areva.com
T : +33 (0)1 34 96 62 41

Principaux faits marquants de la période récente

- Mise en œuvre de la feuille de route stratégique :
 - Annonces d'une augmentation de capital de 5 milliards d'euros et de la convergence entre EDF et AREVA sur la valorisation d'AREVA NP (hors projet OL3) ;
 - Cessions de Canberra et d'AREVA TA engagées ;
 - Discussions engagées avec TVO ayant pour objectifs de poser les bases communes d'une coopération pour finaliser le Projet et de régler le contentieux. Les parties s'accordent à constater des progrès significatifs ;
 - Signature d'un protocole d'accord avec CNNC portant sur une possible coopération intégrant un volet capitalistique et un volet industriel ;
 - Décision de créer en 2016 un groupe « Nouvel AREVA » rassemblant l'ensemble des activités du cycle.



- Consolidation du socle d'activités d'AREVA :
 - Réduction de la base de coûts de près de 450¹ millions d'euros en 2015 (dont plus de 320¹ millions d'euros d'impacts récurrents en EBE) grâce aux efforts réalisés sur l'ensemble du groupe ;
 - Ouverture en novembre des procédures sociales concernant les plans de départ volontaire.
- Avancement des grands chantiers² :
 - Réalisation des essais à froid sur l'unité 1 de Taishan ;
 - Avancement du chantier OL3 en ligne avec le chemin critique défini en 2014 ;
 - Avancement du chantier Flamanville 3 en ligne avec le calendrier directeur d'EDF de septembre 2015 ;
 - Lancement d'un programme d'essais en accord avec l'ASN sur des calottes forgées analogues à celles de Flamanville 3 ;
 - Revue qualité lancée dans les usines de fabrication de composants.

Perspectives financières pour l'exercice en cours

Le cash-flow net des activités de l'entreprise est attendu en 2016 entre - 2,0 milliards d'euros et - 1,5 milliard d'euros, en forte baisse en raison de l'impact des mesures de redressement engagées, des dépenses à encourir sur les grands projets et d'une variation défavorable du BFR.

Liquidité à 12 mois

AREVA a trouvé un accord avec un pool bancaire sur un crédit-relais de 1,1 milliard d'euros destiné à assurer, en complément d'autres ressources, la liquidité de l'entreprise pour l'exercice 2016.

Le Conseil d'Administration d'AREVA, réuni hier sous la présidence de Philippe Varin, a arrêté les comptes clos au 31 décembre 2015. A propos des résultats, Philippe Knoche, Directeur Général, a déclaré :

« Les résultats 2015 témoignent du chemin parcouru cette année, et ouvrent des perspectives favorables pour 2016 et les années suivantes au vu de nos fondamentaux. Le groupe a obtenu un impact très positif de son plan de compétitivité sur les coûts et le cash, malgré un résultat net qui reste en forte perte et dans un contexte de marché toujours difficile en 2015. Cette perte de 2 milliards d'euros est due pour moitié à un complément de provisions sur OL3 et pour moitié aux provisions pour restructurations et aux pertes de valeurs liées aux conditions de marché. En ce qui concerne la liquidité du groupe, l'exercice 2016 est financé et l'augmentation de capital qui sera lancée dans les prochains mois va nous permettre de progressivement redonner un profil positif au groupe. L'année 2016 va constituer une nouvelle étape que nous pouvons aborder avec confiance et clarté dans la mise en œuvre de la restructuration annoncée en 2015 et notamment la prise d'autonomie d'AREVA NP et la création de Nouvel AREVA ».

¹ Périmètre des activités poursuivies et des activités cédées, abandonnées et destinées à être cédées

² Périmètre des activités destinées à être cédées



I. Analyse des chiffres clés du groupe

En application de la norme IFRS 5, le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie de 2014 ont été retraités pour présenter un proforma comparable à l'année 2015 ; le résultat net des activités faisant l'objet d'une négociation en vue de leur cession est présenté sur une ligne spécifique « résultat net des activités destinées à être cédées ».

Les activités suivantes remplissent les critères fixés par la norme IFRS 5 pour être classées dans la catégorie « activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées » au 31 décembre 2015 :

- AREVA NP (hors projet OL3) ;
- Mesures Nucléaires ;
- Propulsion et Réacteurs de recherche ;
- Energie solaire ;
- Energie éolienne : les résultats d'ADWEN sont comptabilisés par mise en équivalence depuis le 9 mars 2015. Les résultats du 1^{er} janvier au 8 mars 2015, ainsi que le résultat de déconsolidation sont présentés dans le « résultat net des activités cédées ».

Au 31 décembre 2015, le projet de construction de l'EPR Olkiluoto 3 en Finlande (projet OL3) a été détourné d'AREVA NP et reste intégré dans le périmètre des activités poursuivies, conformément aux termes des discussions en cours avec EDF. Le projet OL3 est désormais présenté dans le « Corporate et autres activités ».

En millions d'euros	2015	2014*	Variation 2015/2014
Carnet de commandes	28 990	32 102	- 3 113 M€
Chiffre d'affaires	4 199	3 954	+ 1,9 % à p.c.c.
Excédent brut d'exploitation publié	685	471	+ 214 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	16,3 %	11,9 %	+ 4,4 pts
Excédent brut d'exploitation retraité¹	1 181	771	+ 410 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	28,1 %	19,5 %	+ 8,6 pts
Cash-flow opérationnel publié	297	(579)	+ 876 M€
Cash-flow opérationnel retraité¹	676	(287)	+ 963 M€
Résultat opérationnel publié	(1 388)	(2 115)	+ 727 M€
Résultat opérationnel retraité¹	(478)	(1 325)	+ 847 M€
Résultat net part du groupe des activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées²	(185)	(1 674)	+ 1 489 M€
Résultat net part du groupe	(2 038)	(4 833)	+ 2 795 M€
Résultat net par action	- 5,33 €	- 12,64 €	+ 7,31 €
Cash-flow net des activités de l'entreprise	(590)	(1 282)	+ 692 M€
	31.12.2015	31.12.2014	
Endettement (-) / trésorerie (+) net(te)	(6 323)	(5 809)	- 514 M€

Les indicateurs financiers sont définis dans le lexique financier en Annexe 6 – Définitions.

* Ajusté de l'application de la norme IFRS 5

¹ Données retraitées du projet OL3

² Activités d'AREVA NP (hors projet OL3), Mesures Nucléaires, Propulsion et Réacteurs de recherche, Energie solaire et Energie éolienne (pour le résultat du 1^{er} janvier au 8 mars)



Carnet de commandes

Au 31 décembre 2015, le carnet de commandes du groupe s'élève à près de 29 milliards d'euros contre 32,1 milliards d'euros au 31 décembre 2014. Il représente ainsi près de 7 années de chiffre d'affaires. Les prises de commandes s'établissent à 2,5 milliards d'euros en 2015 contre 6,7 milliards d'euros en 2014, qui avait bénéficié de l'entrée en carnet de l'accord traitement-recyclage avec EDF.

Le carnet de commandes des **Mines** s'élève à 9 115 millions d'euros au 31 décembre 2015. Dans un contexte de marché de l'uranium naturel toujours incertain, les prises de commandes pour l'ensemble de l'année 2015 s'élèvent à 582 millions d'euros.

Le carnet de commandes de l'**Amont** s'établit à 10 341 millions d'euros au 31 décembre 2015, en baisse de - 2 155 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2014. En effet, malgré un montant significatif de prises de commandes sur l'année, pour 604 millions d'euros, le carnet a fait l'objet de corrections sur les quantités à enlever par les clients, en conséquence de la baisse des indicateurs de marché.

Le carnet de commandes de l'**Aval** s'établit à 9 157 millions d'euros au 31 décembre 2015. Le montant des prises de commandes en 2015 s'établit à 1 227 millions d'euros.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 4 199 millions d'euros au 31 décembre 2015, en hausse de 6,2 % par rapport à 2014 (+ 1,9 % à données comparables). L'effet de change a un impact favorable de 212 millions d'euros, principalement dans les Mines. L'effet de périmètre est négatif sur la période pour 45 millions d'euros du fait du transfert de la filiale de systèmes d'information Euriware à Capgemini en mai 2014.

En 2015, le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 1 660 millions d'euros, en hausse de 4,6 % par rapport à l'exercice 2014. Sur la même période, le chiffre d'affaires réalisé à l'international s'élève à 2 539 millions d'euros en hausse de 7,3 % par rapport à 2014.

Le chiffre d'affaires des **Mines** s'élève à 1 447 millions d'euros au 31 décembre 2015, en hausse de 11,6 % par rapport à 2014 (+ 0,4 % à données comparables). Cette évolution est principalement due à un effet de change favorable de 144 millions d'euros sur la période, la progression des volumes vendus (+ 3,9 %) ayant été compensée par le léger recul du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats.

Le chiffre d'affaires de l'**Amont** s'établit à 1 097 millions d'euros, soit une hausse de 11,1 % sur un an (+ 8,0 % à données comparables). Cette évolution s'explique par une hausse des volumes d'enrichissement et d'U3O8/UF6 vendus à l'international. L'effet de change a un impact positif de 28 millions d'euros sur la période.

Le chiffre d'affaires de l'**Aval** ressort à 1 593 millions d'euros, en hausse de 4,0 % par rapport à 2014 (+ 1,2 % à données comparables) du fait notamment d'une hausse de l'activité des Projets Internationaux ainsi que d'un effet de change positif de 42 millions d'euros.



Excédent brut d'exploitation (EBE)

L'EBE est en progression par rapport à 2014, passant de 471 millions d'euros en 2014 à 685 millions d'euros en 2015.

L'EBE des **Mines** progresse, passant à 604 millions d'euros en 2015, contre 451 millions d'euros en 2014, en raison d'un coût de revient des ressources plus favorable (mix production) sur la période ainsi que des effets du plan de compétitivité.

Dans l'**Amont**, l'EBE s'élève à 389 millions d'euros en 2015, contre 245 millions d'euros en 2014. Cette forte progression s'explique par des volumes de production supérieurs notamment dans l'activité enrichissement, associés à une baisse des coûts en lien avec le plan de compétitivité lancé en début d'année.

L'**Aval** enregistre un EBE de 315 millions d'euros, en progression par rapport à l'exercice 2014 (232 millions d'euros), du fait notamment des résultats du plan de compétitivité.

L'EBE du **Corporate et autres activités**³, qui intègre désormais le projet OL3, s'élève à - 624 millions d'euros contre - 457 millions d'euros en 2014. Cette évolution s'explique par un niveau d'activité plus important sur le projet EPR d'Olkiluoto 3, conformément au chemin critique défini en 2014. Au cours de l'année 2015, des jalons importants du projet ont été franchis, notamment en ce qui concerne les essais des systèmes de contrôle-commande en plate-forme et la livraison des armoires qui vont permettre le démarrage des essais sur site au premier semestre 2016.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du groupe s'élève à - 1 388 millions d'euros en 2015 contre - 2 115 millions d'euros en 2014. Il est impacté en 2015 par la comptabilisation d'éléments notables pour 1,9 milliard d'euros contre 2,1 milliards d'euros en 2014.

Le résultat opérationnel des **Mines** s'élève à 183 millions d'euros, contre - 73 millions d'euros en 2014, en hausse de 256 millions d'euros. Il est affecté par une perte de valeur de 194 millions d'euros au titre de certains actifs relatifs à la mine d'Imouraren au Niger, dont le démarrage interviendra lorsque les conditions du marché de l'uranium le permettront. En 2014, le résultat opérationnel avait été impacté par une dépréciation partielle du goodwill de l'UGT Mines pour un montant de 200 millions d'euros ainsi que par des dépréciations de valeur sur les actifs de Somaïr et Trekkopje pour un montant de 100 millions d'euros.

Le résultat opérationnel de l'**Amont** s'élève à 101 millions d'euros, contre - 497 millions d'euros en 2014, en hausse de 598 millions d'euros. En 2014, il comprenait des pertes de valeur pour un montant de 599 millions d'euros au titre du projet Comurhex II. En 2015, le résultat opérationnel est impacté sur l'activité enrichissement par des dépréciations de stocks ainsi que par des provisions pour risques, à hauteur de 198 millions d'euros, en lien avec la baisse des indicateurs de marché sur la période.

³ Inclut les activités Corporate, AREVA Med, Bioénergie et le projet OL3



L'**Aval** enregistre un résultat opérationnel de - 184 millions d'euros en 2015, en amélioration par rapport à 2014 (- 495 millions d'euros) qui avait été marqué par l'impact ponctuel négatif de l'accord traitement-recyclage avec EDF (105 millions d'euros) et par des compléments de provisions pour obligations de fin de cycle pour 289 millions d'euros. En 2015, il est notamment affecté par un complément de provision de 250 millions d'euros au titre du projet CIGEO, dont 208 millions d'euros impactant le résultat opérationnel, suite à la prise en compte de l'arrêté du 15 janvier 2016 du ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, fixant un objectif de coût de 25 milliards d'euros aux conditions économiques 2011 pour ce projet.

Le résultat opérationnel du **Corporate et autres activités**, intégrant le projet OL3 notamment, s'élève à - 1 488 millions d'euros en 2015, contre - 1 050 millions d'euros en 2014, qui comprenait une perte à terminaison complémentaire de 720 millions d'euros sur le projet OL3, ainsi que des pertes de valeur d'un montant de 14 millions d'euros au titre du goodwill Bioénergie.

Il est impacté en 2015 par :

- une perte à terminaison additionnelle de 905 millions d'euros au titre de l'EPR d'Olkiluoto 3. Cette perte additionnelle traduit notamment (i) des surcoûts opérationnels, (ii) une augmentation des coûts et aléas sur les phases d'essais ainsi que (iii) l'incidence probable des discussions engagées avec le client pour poser les bases communes d'une coopération nécessaire à la finalisation du projet et au règlement du contentieux ;
- une provision d'un montant de 180 millions d'euros en lien avec l'estimation des coûts de la restructuration juridique et financière ;
- des coûts de restructurations sociales (y compris provisions) de l'ordre de 254 millions d'euros, notamment au titre des mesures d'accompagnement engagées dans les entités des activités poursuivies ;
- des pertes de valeur au titre du goodwill et des actifs incorporels Bioénergie, pour un montant de 34 millions d'euros.

Cash-flow opérationnel

Outre l'amélioration de l'EBE décrite ci-avant, pour 214 millions d'euros, les éléments suivants expliquent la progression de 876 millions d'euros du cash-flow opérationnel sur la période (297 millions d'euros en 2015 contre - 579 millions d'euros en 2014) :

La variation du BFR opérationnel est fortement positive, atteignant 246 millions d'euros en 2015 contre - 76 millions d'euros en 2014 (soit + 322 millions d'euros). En 2015, la variation de BFR a bénéficié notamment :

- d'un paiement client dans l'Aval au titre de la régularisation de prestations antérieures ;
- d'une évolution favorable du BFR sur le projet OL3, en lien avec l'accélération de l'activité ;
- des actions d'optimisation de trésorerie réalisées au niveau du groupe (opérations d'affacturage, monétisation de créances de crédit d'impôt recherche et CICE, renforcement du pilotage de la trésorerie et mise

en œuvre du plan de compétitivité) dont l'impact pourra être maintenu mais pas renouvelé ;

- compensés en partie par une hausse des stocks dans l'Amont, amenée à se reproduire dans le futur en raison de la transition industrielle à Tricastin.

Enfin, les investissements opérationnels nets du groupe s'élèvent à 631 millions d'euros en 2015, contre 991 millions d'euros en 2014. Cette diminution de - 359 millions d'euros s'explique notamment par la mise en exploitation de la mine de Cigar Lake (Canada), la mise sous cocon du projet minier d'Imouraren (Niger), ainsi que par la réduction des investissements de l'usine Georges Besse II, en voie d'achèvement (97 % de la capacité installée à fin 2015).

Cash-flow net des activités de l'entreprise

Le montant du cash-flow net des activités de l'entreprise s'élève à - 590 millions d'euros en 2015, contre - 1 282 millions d'euros en 2014. Ce montant est composé principalement des éléments suivants :

- le cash-flow net des activités de l'entreprise cédées, abandonnées ou destinées à être cédées (AREVA NP hors projet OL3, Canberra, AREVA TA, Energie Eolienne et Energie Solaire) pour un montant de - 181 millions d'euros ;
- le cash des opérations financières pour - 309 millions d'euros ;
- le cash lié aux opérations de fin cycle pour un montant de - 147 millions d'euros ;
- les décaissements d'impôts pour - 140 millions d'euros ;
- compensés en partie par le cash-flow opérationnel positif de 297 millions d'euros.

Résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe s'élève à - 2 038 millions d'euros en 2015 contre un résultat net part du groupe de - 4 833 millions d'euros en 2014.

En complément des éléments évoqués précédemment sur le résultat opérationnel (OL3, restructurations et dépréciation sur les Mines en particulier) s'ajoutent principalement :

- Le résultat financier, pour - 313 millions d'euros, en légère dégradation par rapport à la période précédente (- 299 millions d'euros en 2014) ;
- La charge d'impôt nette, atteignant - 124 millions d'euros en 2015, contre une charge nette de - 739 millions d'euros en 2014, qui intégrait une dépréciation d'impôts différés actifs antérieurement reconnus (pour 600 millions d'euros).
- Le résultat net d'impôt des activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées, qui s'élève à - 190 millions d'euros en 2015 contre - 1 678 millions d'euros en 2014, et qui se décompose de la façon suivante :
 - Le résultat net d'AREVA NP (hors projet OL3), s'élève à - 20 millions d'euros, contre - 930 millions d'euros en 2014. Il est impacté par des coûts de restructuration (provisions comprises) à hauteur de 184 millions d'euros ainsi que par une provision pour pertes à terminaison de 41 millions d'euros sur un contrat export. L'année 2014 avait été marquée par un complément de provision pour pertes à

terminaison au titre d'un contrat de modernisation à hauteur de 155 millions d'euros, des dépréciations de frais de R&D immobilisés pour 362 millions d'euros, ainsi que par une dépréciation d'impôts différés actifs antérieurement reconnus pour 338 millions d'euros .

- Le résultat net des activités Energie éolienne et Energie solaire s'élève à - 296 millions d'euros, contre un montant de - 642 millions d'euros l'année dernière. Cette évolution s'explique par une diminution des pertes de valeur et des provisions sur la période.
 - Dans l'activité Energie éolienne, le résultat est affecté par 216 millions d'euros de provisions au titre des compléments de pertes à terminaison et des garanties concernant les projets en exécution ou déjà exécutés au moment de la création d'ADWEN.
 - Dans l'activité Energie solaire, le résultat net est impacté par la réalisation des écarts de conversion jusqu'alors latents, pour un montant de 78 millions d'euros, en lien avec l'abandon de l'activité. L'accord signé le 16 janvier dernier pour le transfert en l'état du champ solaire construit au Rajasthan (Inde) au client a en effet marqué la fin de l'engagement opérationnel d'AREVA dans ses activités solaires.
- Le résultat net des activités Mesures Nucléaires et Propulsion et Réacteurs de recherche, atteint 126 millions d'euros, contre - 106 millions d'euros en 2014, qui avait été impacté par la comptabilisation d'une provision pour risques sur le projet de construction du Réacteur Jules Horowitz.

Endettement financier net et trésorerie

L'endettement financier net total du groupe s'élève à 6 323 millions d'euros au 31 décembre 2015, contre 5 809 millions d'euros au 31 décembre 2014. Cette hausse de l'endettement net s'explique principalement par le cash-flow net négatif des activités de l'entreprise (- 590 millions d'euros).

L'encours obligataire d'AREVA s'élève à 6,0 milliards d'euros au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2015, la dette financière courante, qui permet de réconcilier le montant de trésorerie brute de 804 millions d'euros et le montant de trésorerie nette disponible de - 636 millions d'euros, s'élève à 1 440 millions d'euros et est notamment composée :

- de la dernière tranche de 200 millions d'euros d'un prêt accordé par la Banque Européenne d'Investissement, remboursée en janvier 2016 ;
- de l'échéance de remboursement de 964 millions d'euros d'une souche d'emprunt obligataire en septembre 2016 ;
- des échéances de remboursement du prêt amortissable au titre du financement structuré de l'usine Georges Besse II, pour un montant de 36 millions d'euros ;
- d'intérêts courus sur les emprunts obligataires, pour un montant de 56 millions d'euros ;



- de billets de trésorerie pour un montant de 26 millions d'euros ;
- de concours bancaires courants et de comptes courants financiers créditeurs pour un montant de 91 millions d'euros.

En complément de la trésorerie brute disponible au 31 décembre 2015, la continuité d'exploitation à 12 mois sera assurée par un crédit-relais de 1,1 milliard d'euros (cf. partie plan de financement et perspectives financières) et par l'encours non utilisé des lignes bilatérales de 845 millions et de la ligne de crédit syndiquée de 1,25 milliard d'euros. AREVA a tiré 795 millions d'euros sur ses lignes bilatérales et l'intégralité de sa ligne de crédit syndiquée les 4 et 5 janvier 2016.

Au-delà de 12 mois, et jusqu'à 36 mois, les échéances de dette significatives sont le remboursement du crédit-relais de 1,1 milliard d'euros en janvier 2017, la souche obligataire, expirant en octobre 2017 pour un montant nominal résiduel de 798 millions d'euros, ainsi que le remboursement des lignes de crédit bilatérales pour 795 millions d'euros en 2017 et de la ligne de crédit syndiquée de 1,25 milliard d'euros en janvier 2018. A cet horizon, la continuité d'exploitation sera assurée par la réalisation des mesures prévues dans le plan de financement du groupe, en particulier l'augmentation de capital et les cessions annoncées. Le plan de financement a pour objectif de donner à la société les moyens de mise en œuvre de son plan de transformation et de présenter un profil financier lui permettant de se refinancer de manière pérenne sur les marchés.



II. Faits marquants de la période récente

Mise en œuvre de la feuille de route stratégique

- Annonce d'une augmentation de capital :

Le groupe lancera une augmentation de capital d'un montant de 5 milliards d'euros d'ici au premier trimestre 2017. L'Etat a indiqué son intention d'y souscrire et d'en assurer le plein succès, dans le respect de la réglementation européenne.

- Cession d'AREVA NP :

Le Conseil d'Administration d'AREVA a accueilli favorablement, le 27 janvier dernier, la convergence des négociations engagées avec EDF concernant la valorisation des activités d'AREVA NP.

- Cession de Canberra :

Un accord en vue de la cession a été conclu et annoncé le 24 décembre 2015 avec Mirion-Charterhouse.

- Projet de cession d'AREVA TA :

Les travaux de valorisation ont été lancés dans le cadre d'un groupe de travail mené au niveau du Conseil d'Administration d'AREVA. Les négociations sont en cours avec les acquéreurs.

- Négociations en cours avec TVO :

Des discussions ont été engagées avec TVO avec pour objectifs de poser les bases communes d'une coopération pour finaliser le Projet et de régler le contentieux. Si cet accord se concrétise, le contrat OL3 sera transféré d'AREVA NP vers AREVA SA dans le cadre de la restructuration de la filière nucléaire française. Les parties s'accordent à constater des progrès significatifs.

- Développements en Chine :

- AREVA et CNNC ont signé un protocole d'accord portant sur une possible coopération intégrant un volet capitalistique et un volet industriel ;
- Des accords stratégiques avec CNNC ont par ailleurs été signés dans les transports et la logistique nucléaire d'une part, et sur l'approfondissement de la coopération franco-chinoise dans l'énergie nucléaire civile d'autre part (ce dernier en partenariat avec EDF).

- Décision de créer un groupe « Nouvel AREVA » :

Il a été décidé de créer en 2016 un groupe, nommé provisoirement « Nouvel AREVA », destiné à rassembler l'ensemble des activités du cycle (Mines, Chimie, Enrichissement, Recyclage, Démantèlement, Logistique et Ingénierie associée).



- Solaire :
 - En janvier 2016, un accord est intervenu entre AREVA et Reliance pour anticiper la terminaison du projet en Inde et acter le transfert à Reliance du champ solaire en l'état ainsi que des activités de maintenance et d'exploitation de la centrale ;
 - Le 9 octobre 2015, un accord a été signé par AREVA et son client CS Energy afin de mettre fin à l'amiable au projet solaire Kogan Creek ("booster") en Australie. Au terme de cet accord, le client reprenait le projet en l'état d'avancement et aucune des deux parties n'était engagée au-delà des montants déjà dépensés.

Consolidation du socle d'activités d'AREVA

- Plan de performance :

AREVA rappelle son objectif de 1 milliard d'euros de gains opérationnels à horizon fin 2017 par rapport à 2014, dont environ la moitié (hors projet OL3), nets de l'inflation, sur le périmètre des activités poursuivies et le solde sur le périmètre des activités destinées à être cédées.

En 2015, près de 450 millions d'économies ont été réalisés, dont plus de 300 millions d'euros d'économies récurrentes.

Les objectifs de performance ont été tenus sur tous les leviers du plan :

- Contrôle de l'évolution de la masse salariale et des rémunérations ;
 - Dans le domaine des achats, les plans d'actions lancés sur les sites ainsi qu'au niveau du Corporate ont permis d'obtenir des premiers résultats, notamment grâce au « demand control » (mieux acheter, au plus juste besoin). Les économies récurrentes se sont élevées à près de 190 millions d'euros par rapport à 2014 ;
 - Concernant la productivité,
 - Maîtrise des coûts de recrutement ;
 - Réduction de l'effectif total du groupe de plus de 2 300 collaborateurs au cours de 2015, dont plus de 1 100 en France.
- Ouverture des procédures sociales :

Un projet de Plan de Départs Volontaires au sein de 6 sociétés du groupe a été lancé en 2015. Un dialogue social approfondi a été engagé avec les représentants du personnel pour déterminer les modalités de mise en œuvre opérationnelle de ce volet social du plan de transformation.
 - Signature début 2016 de contrats commerciaux pluriannuels avec EDF (non enregistrés dans le carnet de commandes fin 2015).



Avancement des grands chantiers

- Préparation puis réalisation des essais à froid sur l'unité 1 des réacteurs de Taishan ;
- Au cours de l'année 2015, le chantier de l'EPR d'Olkiluoto 3 a progressé en respectant les jalons du chemin critique ;
- Avancement du chantier Flamanville 3 en ligne avec le calendrier directeur d'EDF présenté le 3 septembre 2015 ;
- Lancement d'un programme d'essais, en accord avec l'ASN, sur des calottes analogues à celles du fond et du couvercle de la cuve du réacteur Flamanville 3 d'EDF ;
- Lancement en début d'année 2016 d'un plan d'examen et d'amélioration de la qualité dans les usines de fabrication du Creusot, de Saint-Marcel et de Jeumont suite aux constats d'écarts effectués ;
- Fin du projet PLEX :

Le 14 octobre 2015, le client OKG a mis fin au projet de modernisation du réacteur n°2 d'Oskarshamn, entraînant la démobilisation des équipes d'AREVA. Selon l'opérateur, cette décision a été motivée par la conjoncture économique déterminée par un niveau de prix bas constant sur le marché de l'électricité scandinave. Cette décision met un terme à un projet complexe qui a défavorablement impacté les comptes du groupe.

III. Plan de financement et perspectives financières

Plan de financement

Point sur la liquidité

Le risque de liquidité, au 31 décembre 2015, était couvert pour l'année 2016 par :

- **une position de trésorerie brute positive de 0,8 milliard d'euros** (contre 1,7 milliard d'euros au 31 décembre 2014). Le maintien de la trésorerie brute à ce niveau résulte de la combinaison d'actions d'optimisation engagées au cours de l'année (renforcement du pilotage de la trésorerie, mise en œuvre du plan de compétitivité, opérations d'affacturage et cession de créances fiscales). Ces mesures d'optimisation de la trésorerie seront poursuivies en 2016 ;
- **un encours non utilisé de lignes de crédit** confirmées pour un montant **d'environ 2,1 milliards d'euros**, incluant une ligne de crédit syndiquée et des lignes bilatérales. Depuis le 31 décembre, comme annoncé dans sa communication du 27 janvier 2016, AREVA a tiré l'intégralité de ces lignes de crédit, incluant un crédit syndiqué et des lignes bilatérales, pour un montant de 2,045 milliards d'euros les 4 et 5 janvier 2016.

- **en février 2016, un crédit-relais de 1,1 milliard d'euros**, apporté par un pool bancaire, a été négocié et complétera ces ressources pour assurer la continuité d'exploitation du groupe.

Cessions engagées

Parallèlement aux mesures liées à la liquidité, AREVA poursuit son programme de cessions :

- **Projet de cession d'AREVA NP** : la proposition d'EDF, reçue le 27 janvier 2016, valorise 100 % du capital d'AREVA NP (hors projet OL3) à 2,5 milliards d'euros, avec un mécanisme de complément de prix, fonction notamment des performances d'AREVA NP sur la période 2017-2018, pouvant atteindre un montant maximum de 350 millions d'euros. Cette proposition est susceptible d'être ajustée, à la hausse comme à la baisse, en fonction des comptes établis à la date de réalisation de l'opération. Par ailleurs, les impacts des schémas de structuration visant à immuniser EDF du risque OL3 restent à préciser. AREVA a vocation à conserver une participation stratégique d'au moins 15 %.
- Un accord, en vue de la **cession de Canberra**, a été conclu en décembre 2015 et le closing de cette opération devrait intervenir en fin d'année 2016.
- **La cession d'AREVA TA**, dont le principe a été annoncé le 17 décembre 2015, devrait être elle aussi réalisée en fin d'année 2016.

Augmentation de capital

Par ailleurs, et ainsi qu'annoncé dans le communiqué du 27 janvier 2016, le groupe lancera une augmentation de capital d'un montant de 5 milliards d'euros d'ici au premier trimestre 2017, à laquelle l'Etat a indiqué son intention de souscrire, dans le respect de la réglementation européenne.

Perspectives financières

AREVA anticipe en 2016 un cash-flow net des activités de l'entreprise compris entre - 2,0 milliards d'euros et - 1,5 milliard d'euros. Cette forte baisse s'explique par l'impact des mesures de redressement engagées, par les dépenses à encourir sur les grands projets et par la variation défavorable du BFR. Cette fourchette prend en compte les incertitudes liées à des aléas opérationnels et à la mise en œuvre des schémas de structuration capitalistique envisagés.

Politique de dividendes

Compte tenu de la situation financière de la société, le Conseil d'Administration a décidé de ne pas proposer de distribution de dividendes à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.



Calendrier prévisionnel des événements et publications à venir

26 février 2016 – 09:00 CET **Conférence de presse et webcast**

Résultats de l'exercice 2015

Pour accéder à la conférence de presse qui se tient ce jour à 9h00 (heure de Paris), vous pouvez suivre les liens ci-dessous :

Version française : http://webcast.areva.com/20160226/resultats_annuels_2015/

Version anglaise : http://webcast.areva.com/20160226/2015_annual_results/

19 mai 2016 – 11:00 CEST

Assemblée Générale Mixte des actionnaires

Tour AREVA – 1, Place Jean Millier, 92 400 Courbevoie

Nota bene :

- Statut des comptes de l'année 2015 à l'égard de l'audit :

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés sont effectuées et le rapport de certification sera émis après finalisation de certains travaux de documentation.

- Déclarations prospectives :

Ce document contient des informations et des déclarations prospectives. Les déclarations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et des services futurs ou les performances futures. Bien que la direction d'AREVA estime que ces déclarations prospectives sont raisonnables, les investisseurs et les porteurs de titres AREVA sont alertés sur le fait que ces déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle d'AREVA, qui peuvent impliquer que les résultats et développements attendus diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les informations et déclarations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par AREVA auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés sous la section « Facteurs de risques » du document de référence enregistré auprès de l'AMF le 31 mars 2015 (consultable en ligne sur le site internet d'AREVA à l'adresse : www.areva.com). AREVA ne prend aucun engagement de mettre à jour les informations et déclarations prospectives à l'exception de ce qui est requis par les lois et règlements applicables.

A PROPOS D'AREVA

AREVA est l'un des leaders mondiaux du nucléaire. Le groupe propose aux électriciens une offre qui couvre toutes les étapes du cycle du combustible, la conception et la construction de réacteurs nucléaires, ainsi que les services pour leur exploitation. Son expertise et son exigence absolue en matière de sûreté font de lui un acteur de référence du secteur.

AREVA investit également dans les énergies renouvelables afin de développer en partenariat des solutions à fort contenu technologique.

Grâce à la complémentarité du nucléaire et des renouvelables, les 45 000 collaborateurs d'AREVA contribuent à bâtir le modèle énergétique de demain : fournir au plus grand nombre une énergie toujours plus sûre avec moins de CO₂.



Annexe 1 - Chiffre d'affaires consolidé par trimestre

En millions d'euros	2015	2014*	Variation 2015/2014 en %	Variation 2015/2014 en % à données comparables**
1^{er} trimestre				
Mines	344	145	+ 136,8 %	+ 151,4 %
Amont	132	184	- 28,2 %	- 28,6 %
Aval	340	325	+ 4,7 %	+ 2,4 %
Corporate et autres activités***	15	60	- 75,1 %	- 46,4 %
Total	831	714	+ 16,14 %	21,8 %
2^{ème} trimestre				
Mines	394	312	+ 26,3 %	+ 10,9 %
Amont	215	216	- 0,6 %	- 1,9 %
Aval	392	370	+ 5,7 %	+ 2,7 %
Corporate et autres activités***	17	37	- 53,8 %	- 31,8 %
Total	1 018	936	+ 8,8 %	+ 3,8 %
3^{ème} trimestre				
Mines	326	201	+ 62,3 %	+ 37,8 %
Amont	233	226	+ 2,9 %	+ 2,1 %
Aval	365	328	+ 11,3 %	+ 7,7 %
Corporate et autres activités***	15	17	- 7,0 %	+ 3,3 %
Total	939	771	+ 21,7 %	+ 14,7 %
4^{ème} trimestre				
Mines	383	639	- 40,0 %	- 46,2 %
Amont	518	362	+ 43,2 %	+ 34,9 %
Aval	496	508	- 2,4 %	- 4,8 %
Corporate et autres activités***	14	24	- 38,8 %	- 36,5 %
Total	1 411	1 532	- 7,9 %	- 13,9 %
Total année				
Mines	1 447	1 297	+ 11,6 %	+ 0,4 %
Amont	1 097	988	+ 11,1 %	+ 8,0 %
Aval	1 593	1 531	+ 4,0 %	+ 1,2 %
Corporate et autres activités	62	137	- 54,8 %	- 31,7 %
Total	4 199	3 954	+ 6,2 %	1,9 %

** A périmètre et taux de change constants

*** Inclut les activités Corporate, AREVA Med, Bioénergie et le projet OL3

* Ajusté de l'application de la norme IFRS 5



Annexe 2 - Compte de Résultat

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014*	Var. 15/14
Chiffre d'affaires	4 199	3 954	+ 246 M€
Autres produits de l'activité	5	5	-
Coût des produits et services vendus	(4 492)	(4 538)	+ 46 M€
Marge brute	(288)	(579)	+ 291 M€
Frais de Recherche et Développement	(112)	(134)	+ 22 M€
Frais commerciaux	(52)	(59)	+ 7 M€
Frais généraux et administratifs	(165)	(213)	+ 48 M€
Autres charges et produits opérationnels	(772)	(1 129)	+ 357 M€
Résultat opérationnel	(1 388)	(2 115)	+ 727 M€
Quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées	(21)	(14)	- 7 M€
Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées	(1 409)	(2 129)	+ 720 M€
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	20	32	- 12 M€
Coût de l'endettement financier brut	(205)	(217)	+ 12 M€
Coût de l'endettement financier net	(185)	(185)	-
Autres charges et produits financiers	(129)	(115)	- 14 M€
Résultat financier	(313)	(299)	- 14 M€
Impôts sur les résultats	(124)	(739)	+ 615 M€
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	(1 846)	(3 167)	+ 1 321 M€
Résultat net d'impôt des activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées	(190)	(1 678)	+ 1 488 M€
Résultat net de la période	(2 036)	(4 845)	+ 2 809 M€
Dont Résultat net part des minoritaires	2	(12)	+ 14 M€
Dont Résultat net part du groupe	(2 038)	(4 833)	+ 2 795 M€
Résultat global	(1 905)	(5 190)	+ 3 285 M€
Nombre moyen d'actions hors actions propres	382 295 981	382 347 301	- 51 320
Résultat net part du groupe par action (en euros)	- 5,33	- 12,64	+ 7,31 €

* Ajusté de l'application de la norme IFRS 5



Annexe 3 - Tableau des Flux de Trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	2015	2014*	Var. 15/14
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	356	181	+ 175 M€
Intérêts nets et impôts versés	(316)	(273)	- 43 M€
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	40	(92)	+ 132 M€
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	322	56	+ 266 M€
Flux net de trésorerie généré par l'activité	362	(36)	+ 398 M€
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(708)	(889)	+ 181 M€
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(825)	116	- 941 M€
Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	35	(2)	+ 37 M€
Impact des variations de taux de change	(6)	44	- 50 M€
Flux net de trésorerie généré par les activités cédées, abandonnées ou destinées à être cédées	331	740	- 409 M€
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	(811)	(26)	- 785 M€
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	1 556	1 582	- 26 M€
Trésorerie à la clôture de l'exercice	745	1 556	- 811 M€
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	91	122	- 31 M€
Moins : trésorerie nette des activités en cours de cession	(32)	9	- 41 M€
Trésorerie et équivalents de trésorerie	804	1 686	- 882 M€
Dettes financières courantes	1 440	624	+ 816 M€
Trésorerie nette disponible	(636)	1 062	- 1 698 M€

* Ajusté de l'application de la norme IFRS 5



Annexe 4 - Bilan simplifié

<i>En millions d'euros</i>	31.12.2015	31.12.2014
ACTIF	22 005	18 885
Ecarts d'acquisition nets	1 272	3 667
Immobilisations corporelles et incorporelles	9 290	10 986
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	178	188
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	6 122	6 015
Titres des coentreprises et entreprises associées	100	143
Autres actifs non courants	573	273
Impôts différés (actifs - passifs)	112	370
Besoin en fonds de roulement opérationnel	(2 718)	(3 133)
Actifs des activités destinées à être cédées	7 076	375
PASSIF	22 005	18 885
Capitaux propres part du groupe	(2 516)	(691)
Intérêts minoritaires	235	447
Provisions pour opérations de fin de cycle (part AREVA)	6 743	6 797
Provisions pour opérations de fin de cycle (part des tiers)	178	188
Autres provisions courantes et non courantes	5 683	5 975
Endettement net	6 323	5 809
Passif des activités destinées à être cédées	5 320	392
Autres éléments d'actif et de passif	39	(31)
Total bilan simplifié	22 005	18 885



Annexe 5 – Eléments notables impactant le résultat net

<i>En millions d'euros</i>		2014*	2015
Activités poursuivies	Pertes de valeurs Mines	(300)	(194)
	Dépréciations de stocks et provisions pour risques Amont	(52)	(198)
	Pertes additionnelles sur le projet OL3	(720)	(905)
	Provisions pour opérations de fin de cycle Aval	(289)	(208)
	Impact Accord Traitement Recyclage avec EDF	(105)	
	Dépréciation Comurhex II	(599)	
	Provisions pour restructurations		(260)
	Provision pour restructuration juridique et financière		(180)
	Pertes de valeur Bioénergie	(14)	(34)
	Dépréciation d'impôts différés actifs	(600)	
Activités classées en IFRS 5	Pertes de valeur sur frais de développements immobilisés relatifs à l'EPR	(362)	
	Provisions pour risques activités nucléaires	(342)	
	Pertes de valeur ATMEA, MNF	(130)	
	Provisions pour restructurations AREVA NP		(184)
	Dépréciations d'impôts différés actifs AREVA NP	(338)	
	Provisions, pertes de valeur et autres Eolien	(399)	(157)
	Provisions, pertes de valeur et autres Solaire	(154)	(99)
Total		(4,4) Md€	(2,4) Md€

* Ajusté de l'application de la norme IFRS 5



Annexe 6 – Définitions

A données comparables / à p.c.c. : à périmètre et taux de change constants.

Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO) : le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en-cours,
- clients et comptes rattachés,
- avances versées,
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance.
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance,
- NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

Carnet de commandes : le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

Cash-flow net des activités de l'entreprise : le cash-flow net des activités de l'entreprise est égal à la somme des éléments suivants :

- cash-flow opérationnel,
- cash-flow des opérations de fin de cycle,
- variation des créances et dettes non opérationnelles,
- résultat financier payé,
- impôt sur le résultat payé,
- dividendes payés aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées,
- cash-flow net des activités cédées, abandonnées et destinées à être cédées, et cash-flow résultant de la cession de ces activités,
- acquisitions et cessions d'actifs financiers courants non classées en trésorerie ou équivalents,
- financement des coentreprises et entreprises associées par avances d'actionnaires, prêts à long terme et augmentations de capital.

Le cash-flow net des activités de l'entreprise correspond ainsi à la variation de dette nette à l'exception des transactions avec les actionnaires d'AREVA et des écarts de conversion.

Cash-flow opérationnel (CFO) : le cash-flow opérationnel (CFO) représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant impôts sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE,
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel,
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre),
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations,
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations,
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice,
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

Dette nette (ou endettement net) : la dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des dépôts bancaires constitués au titre des appels de marge sur instruments dérivés (« collatéraux »).

Excédent brut d'exploitation (EBE) : l'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels. L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

Effet de change : l'effet de change mentionné dans ce communiqué provient de la conversion des comptes des filiales dans l'unité de compte du groupe. Cet effet résulte principalement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro. AREVA rappelle également que sa politique de couverture de change des opérations commerciales vise à protéger sa profitabilité contre la fluctuation du cours des devises par rapport à l'euro.

Flux des opérations de fin de cycle : cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces opérations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture,
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture,



- soultes reçues au titre du démantèlement des installations,
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture,
- minorés des dépenses relatives aux opérations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice,
- minorés des soultes versées au titre du démantèlement des installations.